

Canada Industrial Relations Board



Conseil canadien des relations industrielles

C.D. Howe Building, 240 Sparks Street, 4th Floor West, Ottawa, Ont. K1A 0X8
Édifice C.D. Howe, 240, rue Sparks, 4^e étage Ouest, Ottawa (Ont.) K1A 0X8

Motifs de décision

Société Radio-Canada,

requérante,

et

Syndicat des communications de Radio-Canada (FNC - CSN); Syndicat des technicien(ne)s et artisan(e)s du réseau français de Radio-Canada (STARF); Syndicat canadien de la fonction publique; Association des réalisateurs,

agents négociateurs,

et

Association des Professionnels et Superviseurs de la Société Radio-Canada; La Guilde canadienne des médias,

parties intéressées.

Dossier du Conseil : 29449-C

Référence neutre : 2012 CCRI 664

Le 22 novembre 2012

Le Conseil canadien des relations industrielles (le Conseil) était composé de M^{re} Louise Fecteau, Vice-présidente, et de MM. Daniel Charbonneau et Patrick J. Heinke, Membres.

Les présents motifs de décision ont été rédigés par M^{re} Louise Fecteau, Vice-présidente.

Canada

L'article 16.1 du *Code canadien du travail (Partie I – Relations du travail)* (le *Code*) habilite le Conseil à trancher toute affaire ou toute question dont il est saisi sans tenir d'audience. Ayant examiné les observations des parties, le Conseil est convaincu que les documents versés au dossier lui suffisent pour trancher les questions préliminaires soulevées dans la présente affaire sans tenir d'audience.

Représentants des parties au dossier

M^{cs} Alexandre W. Buswell et Frédéric Massé, pour la Société Radio-Canada;
M^c Guy Martin, pour le Syndicat des communications de Radio-Canada (FNC - CSN);
M^c Louise-Hélène Guimond, pour le Syndicat des technicien(ne)s et artisan(e)s du réseau français de Radio-Canada (STARF);
M^c Michael Cohen, pour le Syndicat canadien de la fonction publique;
M^c Jean-Pierre Belhumeur, pour l'Association des réalisateurs;
M. Mario Poudrier, pour l'Association des Professionnels et Superviseurs de la Société Radio-Canada;
M^{me} Carmel Smyth, pour La Guilde canadienne des médias.

I – Nature des requêtes et contexte

[1] Le Conseil est saisi de deux requêtes déposées simultanément par l'Association des réalisateurs (AR). Les deux requêtes ont été déposées dans le cadre de la demande de révision déposée le 31 mai 2012 par la Société Radio-Canada (SRC), en vertu de l'article 18.1 du *Code*, laquelle demande au Conseil de déclarer que la structure actuelle des unités de négociation (quatre unités) n'est plus habile à négocier collectivement. L'AR est l'agent négociateur représentant les réalisateurs de la SRC.

[2] Il est à noter qu'un calendrier de dates d'audiences a été fixé par le Conseil et que l'employeur présentera sa preuve à compter du 26 novembre 2012.

A – La requête pour être mis hors de cause

[3] Dans sa première requête, l'AR demande d'être mise hors de cause au motif que la demande de révision de la SRC ne concerne pas l'unité de négociation qu'elle représente.

[4] Essentiellement, l'AR estime que le Conseil a déjà décidé, tant dans sa décision *Société Radio-Canada* (1994), 96 di 1 (CCRT n° 1091) (RD 1091), du 15 novembre 1994, que dans sa décision *Société Radio-Canada*, 2005 CCRI 307 (RD 307) du 24 janvier 2005, que les réalisateurs de la SRC devaient faire partie d'une unité distincte, parce qu'ils exercent des fonctions de surveillance et ne peuvent faire partie de la même unité que celle des employés sur lesquels s'exerce cette surveillance. L'AR renvoie notamment le Conseil à la RD 307 qui dit entre autres ceci :

[60] Au moins un autre motif s'oppose au fusionnement des unités en ce qui concerne les réalisateurs du réseau français. Ces derniers remplissent toujours une fonction bien distincte de celle des membres des autres unités, exerçant un rôle de surveillance quant à la réalisation des émissions...

[5] L'AR estime qu'aucune des allégations formulées dans la demande de révision de la SRC ne fait état de quelque changement ou modification de quelque nature que ce soit relativement au rôle de surveillance des réalisateurs de la SRC.

[6] L'AR demande donc au Conseil d'être mise hors de cause et de déclarer qu'il n'y a pas lieu de remettre en question l'habileté à négocier de l'unité représentée par l'AR.

[7] Le Syndicat des technicien(ne)s et artisan(e)s du réseau français de Radio-Canada (STARF) et le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) ont indiqué au Conseil qu'ils s'en remettaient à la décision du Conseil concernant cette requête. Le Syndicat des communications de Radio-Canada (FNC - CSN) a informé le Conseil verbalement qu'il ne présentait pas d'observations.

[8] La SRC estime que la requête de l'AR pour être mise hors de cause n'est pas justifiée à ce stade-ci des procédures, car il est d'avis que le Conseil doit d'abord décider, comme l'exige l'article 18.1 du *Code*, s'il y a nécessité de réviser la structure des unités de négociation en place à la SRC. La SRC ajoute que si le Conseil parvient à la conclusion que la structure, dans son ensemble, n'est plus habile à négocier, il invitera alors les parties à négocier entre elles une nouvelle structure. La SRC estime que l'AR pourra alors notamment soutenir, à la deuxième étape, que la nouvelle structure doit contenir une unité distincte pour l'ensemble (ou certaines) des tâches de réalisation.

[9] La SRC estime que l'AR confond les deux étapes du processus prévues à l'article 18.1 du *Code*, et qu'à toutes fins utiles, elle demande fondamentalement au Conseil – par le biais de sa requête – de disposer immédiatement de la seconde étape dudit processus, alors que les parties n'ont pas encore entrepris les auditions portant sur la première. La SRC estime que l'argument développé par l'AR n'est pas pertinent et ne justifie pas qu'elle soit mise hors de cause.

[10] En réplique, l'AR fait à nouveau référence aux décisions RD 1091 et RD 307, dans lesquelles il a été décidé que même si des motifs tels que les changements technologiques, la croissance de la concurrence ou les compressions budgétaires justifiaient au Conseil de décider que certaines unités n'étaient plus habiles à négocier, l'unité représentée par l'AR continuerait néanmoins d'être une unité habile à négocier, en raison du fait que les réalisateurs exercent des fonctions de supervision et qu'ils ne peuvent être compris dans la même unité que celle des employés qu'ils supervisent. L'AR soutient que le Conseil a entendu à cet égard une preuve abondante et importante qui portait spécifiquement sur le rôle de supervision des réalisateurs et que la SRC ne peut prétendre aujourd'hui que cette question serait sans pertinence à la présente étape de sa demande.

[11] L'AR estime donc que, si la SRC souhaite prétendre aujourd'hui que l'unité des réalisateurs n'est plus habile à négocier collectivement, elle se doit de soulever que des changements rendent dorénavant cette unité inhabile à négocier.

B – La requête en rejet au motif de chose jugée

[12] Dans sa deuxième requête, l'AR demande au Conseil de rejeter la demande de révision de la SRC au motif de chose jugée.

[13] Essentiellement, l'AR soutient d'une part que la demande de la SRC implique les mêmes parties, le même objet et la même affaire qui a déjà fait l'objet d'une décision par le Conseil, et que d'autre part, elle repose sur les mêmes motifs que la demande de révision ayant fait l'objet de la décision RD 307. En effet, l'AR explique que, dans le contexte de la demande de révision antérieure, l'employeur a présenté une requête en révision amendée le 16 mars 2001, et a formulé une argumentation le 5 décembre 2003, dans lesquelles il fait valoir les mêmes

arguments, à savoir : changements technologiques, concurrence et compressions budgétaires, progression de carrière, formation professionnelle et polyvalence inter-unités et postes hybrides.

[14] L'AR soutient que la SRC s'est désistée de sa demande de réexamen et d'une demande de contrôle judiciaire en Cour d'appel fédérale concernant la décision RD 307.

[15] L'AR estime que la demande de révision de la structure des unités de négociation déposée par la SRC n'est ni plus ni moins qu'une nouvelle contestation de la décision RD 307 rendue par le Conseil en 2005 et une remise en question des conclusions de faits et de droit de ladite décision.

[16] L'AR rappelle les principes invoqués par le Conseil relativement au principe de la chose jugée, dans les décisions *Nickerson*, 2010 CIRB 514; *Air Canada*, 2004 CCRI 305 et *Colispro inc.*, 2010 CCRI 588, et des principes analogues dans la décision *Transport Morneau inc.*, 2001 CCRI 113. L'AR estime que le Conseil devrait, dans la présente affaire, appliquer les mêmes principes puisque la demande de la SRC est fondée sur les mêmes motifs et s'appuie sur les mêmes faits ou des faits de même nature.

[17] L'AR soutient que rien dans les allégations contenues dans la demande de la SRC ne permet de conclure que cette dernière n'ait fait un effort le moins sérieux pour exposer aux syndicats les difficultés réelles qu'elle souhaitait résoudre et obtenir par voie de négociation une solution à ses prétendues difficultés. L'AR conclut que, puisque le Conseil n'a pas retenu les prétentions de la SRC en 2005, fondées sur les mêmes moyens qu'elle invoque aujourd'hui dans sa demande, il doit en conséquence déclarer irrecevable ladite demande au motif de chose jugée et parce qu'elle constitue manifestement un appel déguisé de la décision RD 307.

[18] Le STARF et le SCFP se disent d'accord avec la requête de l'AR voulant que le Conseil rejette la demande de révision de la SRC au motif de chose jugée. Quant au FNC – CSN, il a indiqué qu'il ne présenterait pas d'observations à cet égard.

[19] La SRC soutient que la requête en rejet pour chose jugée de l'AR est sans fondement. La SRC estime qu'à l'instar de toute demande fondée sur l'article 18.1 du *Code*, une demande de révision de la structure des unités de négociation est fondamentalement une demande recherchant la révision de la décision ayant mis sur pied la structure syndicale contestée. La SRC soutient

qu'une démarche entreprise en vertu de l'article 18.1 du *Code* peut être entreprise de temps à autre lorsqu'un changement d'environnement le justifie, le tout afin d'éviter que les unités de négociation ne soient indûment statiques et deviennent non seulement un frein pour les entreprises canadiennes, mais un obstacle à une véritable négociation collective raisonnée.

[20] La SRC estime de plus qu'il est normal et logique que, dans son ensemble, la demande de l'employeur soulève des arguments comparables à ceux formulés dans le cadre de la demande ayant mené à la RD 307; elle ajoute que la demande actuelle est formulée dans un contexte différent de celui ayant mené à la décision rendue en janvier 2005. La SRC soutient que les faits à l'origine des deux demandes ne sont donc pas les mêmes et que, par conséquent, la théorie de la chose jugée ne peut trouver d'application en l'espèce.

[21] La SRC ajoute qu'à l'instar de la requête de l'AR pour être mise hors de cause, la requête pour chose jugée semble démontrer une certaine incompréhension du processus établi par l'article 18.1 du *Code*, car cet article a pour objet de permettre au Conseil de réviser le caractère approprié d'une structure syndicale existante à la lumière d'une nouvelle réalité. La SRC estime que la structure syndicale en place au réseau français de la SRC existe depuis 1995 et, partant, la révision de son caractère approprié devra nécessairement tenir compte de l'évolution de l'entreprise depuis cette date.

[22] La SRC conclut que rien dans la requête en rejet formulée par l'AR ne saurait justifier que le Conseil refuse d'exercer sa compétence.

[23] En réplique, l'AR soutient que la SRC est dans l'erreur lorsqu'elle prétend que la théorie de la chose jugée est à sa face même incompatible avec l'article 18.1 du *Code*. L'AR fait référence à plusieurs décisions du Conseil, dans lesquelles ce principe a notamment été reconnu, y compris *Colispro* et *Transport Morneau inc.*, précitées. Reconnaisant que certaines des décisions invoquées ont été rendues dans le cadre de demandes présentées non pas en vertu de l'article 18.1 mais de l'article 18 du *Code*, l'AR soutient néanmoins qu'il n'y a pas de différence entre la nature de l'article 18.1 et celle de l'article 18 du *Code*.

[24] L'AR estime que, comme la structure des unités de négociation a déjà fait l'objet d'une demande de révision par la SRC dans un passé récent et que le Conseil s'est déjà prononcé sur

cette affaire dans sa décision RD 307, le Conseil devrait appliquer à la nouvelle demande de la SRC les principes qu'il a dégagés relativement aux nouvelles demandes formulées en vertu de l'article 18 du *Code*. L'AR ajoute que, pour éviter de se voir opposer le principe de la chose jugée dans le contexte de sa demande de restructuration des unités de négociation, la SRC devait au minimum soulever des faits nouveaux survenus depuis 2005 qui sont de nature à convaincre le Conseil que les unités en place ne sont plus habiles à négocier, contrairement à ce qui avait été décidé dans sa décision RD 307. L'AR soutient que la SRC avait le fardeau d'exposer en quoi ces faits étaient nouveaux et en quoi ils étaient susceptibles de permettre au Conseil de conclure autrement qu'il l'avait déjà fait sur une demande fondée sur les mêmes moyens ou des moyens de même nature. L'AR estime que la SRC n'a soulevé aucune difficulté réelle attribuable à une nouvelle situation de faits, et soutient que le Conseil devrait en conséquence appliquer sa politique et conclure qu'il n'y a pas lieu de débattre à nouveau des mêmes questions qui ont déjà été tranchées et rejeter la demande de la SRC au motif de chose jugée.

[25] L'AR soutient qu'il est incontestable que la SRC ne demande pas au Conseil si les faits survenus depuis 2005 ont rendu les unités inhabiles à négocier, mais bien si la RD 307 était une décision fondée à la lumière des faits survenus depuis 1995, et qui se sont poursuivis jusqu'à maintenant. L'AR estime que la demande de la SRC est en sorte une demande de rétractation de la décision RD 307.

II – Analyse et décision

[26] Les deux requêtes déposées par l'AR sont en fait des objections préliminaires à la demande de révision de la structure des unités de négociation déposée par la SRC, en vertu du paragraphe 18.1(1) du *Code*.

[27] La SRC demande la création d'une seule unité – ce qui est vigoureusement contesté par les agents négociateurs. Tant la première que la deuxième requête déposées par l'AR s'appuie sur la décision RD 307 rendue le 24 janvier 2005, à la suite d'une demande de révision de la structure des unités de négociation déposée par la SRC le 15 décembre 2000 et amendée en mars 2001. Dans la décision RD 307, la majorité du banc du Conseil avait conclu qu'il n'y avait pas lieu de réviser les unités de négociation en place à la SRC.

[28] Après avoir examiné les observations des parties relativement aux deux requêtes déposées par l'AR pour contester la demande initiale de la SRC dans la présente affaire, le Conseil est d'avis qu'il ne doit pas rejeter sommairement la demande de révision de la SRC ni déclarer l'AR hors de cause.

[29] Premièrement, la SRC, dans sa demande de révision, allègue que des changements majeurs sont survenus dans l'industrie des télécommunications au cours des dernières années; le Conseil estime qu'il est nécessaire d'examiner ces changements plus en détail pour déterminer si ceux-ci ont une incidence sur la structure actuelle des unités de négociation. Il est utile de noter que la structure actuelle des unités de négociation a été mise en place en 1995 et que la RD 307 portait sur une demande de révision déposée par la SRC en vertu du paragraphe 18.1(1) du *Code* en décembre 2000 et amendée en 2001, c'est-à-dire plus de dix ans avant la présente demande.

[30] Deuxièmement, le *Code* prévoit, depuis le 1^{er} janvier 1999, un processus conçu expressément pour la révision de la structure des unités de négociation qui pourraient ne plus être habiles à négocier collectivement en raison de circonstances que le Conseil se doit d'analyser. Des éléments importants sont soulevés par la SRC dans sa demande de révision, lesquels militent en faveur du fait que le Conseil tienne une audience en bonne et due forme pour déterminer si la preuve lui permet de conclure que les unités actuelles ne sont plus habiles à négocier collectivement, comme l'entend le paragraphe 18.1(1) du *Code*.

[31] Faut-il rappeler qu'avant les modifications du *Code* entrées en vigueur le 1^{er} janvier 1999, l'ancien Conseil restructurait les unités de négociation ou effectuait ce qu'on appelait des « révisions globales », en vertu du pouvoir général de réexamen dont il était investi en vertu de l'article 18 du *Code*. Cette disposition du *Code* qui demeure inchangée prévoit que le Conseil peut « réexaminer, annuler ou modifier des décisions ou ordonnances ».

[32] L'article 18 du *Code* contient plusieurs volets. D'une part, l'article 18 confère au Conseil le pouvoir général de modifier ou d'annuler une ordonnance d'accréditation. Ce pouvoir comprend, par exemple, le pouvoir de réviser la portée d'une unité de négociation. D'autre part, l'article 18 confère au Conseil le pouvoir de réexaminer ses décisions antérieures dans certaines circonstances prévues à l'article 44 du *Règlement de 2001 sur le Conseil canadien des relations*

industrielles (le Règlement). Le Conseil a expliqué ces deux volets de l'article 18 dans l'affaire *Air Canada*, précitée :

[17] Les pouvoirs généraux qui sont conférés au Conseil par l'article 18 du *Code* sont essentiellement exercés dans deux contextes différents. Dans le premier, le Conseil est investi d'un pouvoir général de modifier, d'annuler, de clarifier et de confirmer l'objet d'une ordonnance antérieure à la demande d'une partie ou de sa propre initiative. Dans le second, il est habilité à réexaminer ses décisions ou ordonnances lorsqu'une demande à cet effet lui est présentée par une partie. Ce processus est en outre assorti de délais et de conditions particulières en vertu des articles 44 et 45 du *Règlement de 2001* sur le Conseil canadien des relations industrielles.

[33] L'article 18.1 a été ajouté dans le *Code* afin de permettre justement au Conseil de réviser plus que la portée d'une unité de négociation, mais plutôt la structure des unités de négociation chez les employeurs ayant plus d'une unité de négociation, dans le cas où l'employeur ou un agent négociateur en cause le demandent, et où le Conseil reconnaît que la structure existante n'est plus habile à négocier collectivement.

[34] Dans la même veine, le présent banc ne partage pas le point de vue de l'AR et des autres syndicats quant à l'application du principe de la chose jugée car, si tel était le cas, cela empêcherait le Conseil d'examiner toute demande de révision de la structure des unités de négociation en vertu du paragraphe 18.1(1) du *Code* une fois qu'il a déterminé une structure de négociation, alors que cette disposition confère expressément au Conseil le pouvoir d'examiner une telle demande.

[35] Dans *Bayside Port Employers Association Inc.*, 2004 CCRI 293, le Conseil a précisé que principe de la chose jugée devait être appliquée avec circonspection. Dans cette décision, le Conseil a rejeté l'objection préliminaire se rapportant à l'autorité de la chose jugée relative à l'ordonnance d'accréditation qu'il avait rendue sept ans plus tôt. Il a alors expliqué que la loi à laquelle il est assujéti l'autorise à réexaminer ses propres décisions. Il s'est alors exprimé comme suit :

[22] Cependant, le Conseil a, à l'instar d'autres tribunaux du travail, appliqué cette règle avec circonspection en raison de l'évolution constante du contexte des relations du travail. Dans le cas du Conseil canadien des relations industrielles, l'article 18 du *Code* prévoit une exception générale et inhabituelle à la règle, telle qu'elle est appliquée par les tribunaux, en ce que le Conseil y est habilité à réviser ses propres décisions :

« 18. Le Conseil peut réexaminer, annuler ou modifier ses décisions ou ordonnances et ré-instruire une demande avant de rendre une ordonnance à son sujet. »

[23] En conséquence, **le Conseil peut, à tout moment, sur demande des parties, réexaminer le certificat d'une unité de négociation.** Ce réexamen peut aller dans un sens comme dans l'autre, c'est-à-dire que le syndicat peut demander l'élargissement du certificat tout aussi bien que l'employeur peut demander la modification de la composition de l'unité de négociation par suite, par exemple, de changements opérationnels.

(C'est nous qui soulignons)

[36] Dans cette décision, le Conseil était saisi d'une demande de révision d'un certificat d'accréditation par région géographique en vertu de l'article 18 du *Code*. Le Conseil estime que les éléments pris en compte par le Conseil au regard de la chose jugée dans *Bayside Port Employers Association Inc.*, précitée, sont essentiellement les mêmes dans le contexte d'une révision de la structure des unités de négociation présentée en vertu de l'article 18.1 du *Code*. Par conséquent, le Conseil est d'avis que le principe de la chose jugée ne peut trouver application dans la présente affaire.

[37] En effet, les circonstances de la présente affaire peuvent se distinguer des décisions citées par l'AR au soutien de sa requête. Aucune de ces décisions ne portait sur une demande de révision de la portée d'une unité de négociation en vertu de l'article 18 ou sur une demande de restructuration en vertu de l'article 18.1.

[38] Dans l'affaire *Colispro inc.* 2011 CCRI 613, le Conseil a examiné la question de la chose jugée dans le cadre d'une demande d'accréditation présentée par le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes en vertu de l'article 24 du *Code*. Colispro a contesté le fait qu'il était l'employeur des employés visés par la demande et a soulevé une objection préliminaire au regard de la chose jugée, puisque le Conseil avait déterminé cette question dans le cadre d'une demande d'accréditation antérieure présentée par les Teamsters.

[39] Le Conseil a reconnu qu'il pouvait, en vertu du pouvoir qui lui est conféré par l'article 18 du *Code*, réviser une ordonnance d'accréditation, à la lumière de faits nouveaux et l'évolution du contexte particulier des relations du travail. Toutefois, le Conseil a souligné qu'il ne pouvait modifier ou annuler une ordonnance d'accréditation qu'il a rendue à la demande d'un autre

syndicat qui n'était pas partie au dossier de la demande d'accréditation précédente et qui se trouve par la suite insatisfait de la décision rendue.

[40] Compte tenu des faits particuliers de l'affaire *Colispro inc.*, précitée, le Conseil a fait droit à l'objection préliminaire soulevée par l'employeur. Toutefois, ce n'est pas tant en raison de l'autorité de la chose jugée, mais plutôt en raison du fait qu'aucune preuve de changements ne lui a été présentée quant à l'ordonnance d'accréditation antérieure et au statut de l'employeur. Le Conseil a rappelé que « l'autorité de la chose jugée devait être appliquée avec circonspection ». Le Conseil s'est d'ailleurs basé sur ces éléments de la décision pour rejeter la demande de réexamen dans *Colispro inc.*, précitée.

[41] Par ailleurs, dans les affaires *Air Canada* et *Transport Morneau inc.*, précitées, il s'agissait d'une demande de réexamen présentée en vertu de l'article 18 du *Code* dans le cadre de laquelle l'article 44 du *Règlement* s'appliquait. Il ne s'agissait pas d'une demande de révision d'une unité de négociation en vertu de l'article 18 du *Code*, ni d'une demande de révision de la structure des unités en vertu de l'article 18.1.

[42] La demande dans *Air Canada*, précitée, a été rejetée puisqu'il s'agissait d'une demande de réexamen d'une décision de réexamen. Le Conseil a indiqué qu'il s'abstient de se saisir de deuxièmes demandes ou de demandes multiples de réexamen.

[43] La demande dans *Transport Morneau inc.*, précitée, visait plusieurs décisions du Conseil ayant rejeté 35 demandes d'accréditation au motif que le syndicat n'a pas pu démontrer qu'il détenait la représentativité requise. Le syndicat a alors déposé une demande de réexamen de ces décisions en invoquant l'existence de faits nouveaux. Le Conseil a rejeté la demande de réexamen puisque les faits nouveaux auraient pu être portés devant le Conseil lors du traitement des dossiers originaux. De plus, il s'agissait d'une tentative contournée du syndicat de présenter une nouvelle demande d'accréditation avant l'écoulement de la période de six mois suivant le rejet de sa demande antérieure, conformément au *Règlement de 1992* du Conseil.

[44] Dans l'affaire qui nous occupe, la demande de révision de la structure des unités de négociation a été présentée par l'employeur qui était une partie à la demande d'accréditation initiale et à la demande initiale de révision de la structure des unités. De plus, la présente

demande a été présentée plus de dix ans après la demande de restructuration des unités de négociation et présente, selon le Conseil, des allégations de changements et d'évolution technologiques qu'il est nécessaire d'examiner en profondeur avant de conclure si effectivement les unités ne sont plus habiles à négocier collectivement.

[45] Compte tenu de ce qui précède, le Conseil est d'avis qu'il n'y a pas lieu de donner droit à la requête préliminaire de l'AR au regard de la chose jugée dans les circonstances de cette affaire.

[46] De plus, le Conseil estime comme non avenue la requête de l'AR pour qu'elle soit déclarée à ce stade-ci des procédures hors de cause, étant donné, comme le souligne d'ailleurs la SRC dans ses observations, que le Conseil doit d'abord se prononcer seulement sur la question de savoir si les unités actuelles sont toujours habiles à négocier collectivement, selon la preuve qui lui sera présentée. Le Conseil a expliqué les motifs derrière ce critère dans l'affaire *Expertech Bâtisseur de réseaux inc.*, 2002 CCRI 182 :

[109] Le paragraphe 18.1(1) est le mécanisme en vertu duquel un employeur ou un agent négociateur peut présenter une demande indépendante, en l'absence de circonstances nécessaires pour présenter la demande en vertu de l'article 35 ou 45 du *Code*, afin que le Conseil révise la structure des unités de négociation. Comme on peut le constater plus haut dans une citation du rapport Sims, compte tenu «des perturbations et des frais considérables» qu'entraînent les révisions d'unités de négociation, le rapport recommande que le Parlement prescrive un critère que devra respecter un demandeur pour que le Conseil entreprenne une telle révision en l'absence d'une déclaration aux termes de l'article 35 ou d'une demande aux termes de l'article 45. Le rapport Sims laisse entendre que «les demandeurs doivent convaincre le Conseil des problèmes que pose la structure actuelle des unités de négociation». «Si tel n'est pas le cas, il n'existe aucune raison valable de s'ingérer dans le choix d'un agent négociateur.» Cette recommandation s'est traduite dans le *Code* par l'ajout par le Parlement du passage «s'il est convaincu que les unités ne sont plus habiles à négocier collectivement» au paragraphe 18.1(1) du *Code*, libellé qui n'existe ni dans le paragraphe 35(2), ni dans l'article 45, ni dans le paragraphe 18.1(2).

[47] Advenant qu'il en arrive à la conclusion qu'il n'y a pas lieu de revoir la structure des unités de négociation actuelles, la demande de l'employeur sera rejetée et les syndicats visés, y compris l'AR, n'auront pas à présenter d'arguments sur la composition et la structure des unités.

[48] En revanche, si le Conseil décidait, en vertu du paragraphe 18.1(1) du *Code*, que les unités ne sont plus habiles à négocier collectivement, il déterminera, à ce stade, la structure unitaire de négociation. Dans les circonstances de cette affaire, le Conseil a convenu de laisser les parties s'entendre sur la détermination des unités de négociation, le cas échéant.

[49] En résumé, le Conseil tranchera cette affaire une fois que toutes les parties auront eu l'occasion de faire valoir leur point de vue.

[50] Pour toutes ces raisons, le Conseil rejette les deux requêtes déposées par l'AR.

[51] Il s'agit d'une décision unanime du Conseil.

Louise Fecteau
Vice-présidente

Daniel Charbonneau
Membre

Patrick J. Heinke
Membre